



La Grande Interview de Pap Ndiaye : "L'école a du mal avec les pauvres"

Par Florent Provansal et François Tonneau

Le ministre de l'Éducation nationale a répondu aux questions de "La Provence" hier matin

Il assure s'être fait " une carapace et une raison " face aux attaques. Arrivé il y a pile six mois au gouvernement affublé d'une étiquette "woke", Pap Ndiaye trace sereinement son chemin. " Je ne suis pas dupe, les réseaux sociaux sont emplis de remarques qu'on ne peut qualifier que de racistes ", nous indique le ministre de l'Éducation nationale aux origines sénégalaises, auteur d'un essai sur "La condition noire". Celui qui se définit par sa fonction et " une vision de l'éducation nourrie par mon passé d'enseignant et d'historien " a clôturé hier une immersion de trois jours à Marseille. Huit écoles, collèges, lycées visités pour faire accélérer le chantier dantesque de la rénovation dans le cadre du plan "Marseille en grand" financé en partie par l'État. Mais aussi pour aborder la réforme des lycées, au premier rang de laquelle le retour en force des maths. Pour évoquer, aussi avec nous, les questions de laïcité, de harcèlement scolaire, de conditions de travail des enseignants. Un ministre " impressionné " par ce qu'il a vu à Marseille, par une situation parfois " inadmissible ", mais aussi par " la force de résilience " des gens. Il reviendra. Peut-être dès le 15 janvier, à l'occasion du match OM-Lorient, deux équipes que ce fan de Dimitri Payet supporte.

Revivez l'interview vidéo en intégralité

"Rétablir les mathématiques est une bonne chose"

L'une des priorités du Conseil national de la refondation est l'éducation. N'est-ce pas là un comité Théodule de plus ? Ce n'est pas une grande réunion pour parler sans que rien n'aboutisse. L'objectif est d'organiser des débats pour construire des projets pédagogiques au plus près du terrain. On passe par le bas. On le fait à Marseille avec les 59 projets nouveaux dans les écoles. Marseille est en pointe. Nous généralisons la démarche en disant aux enseignants, élèves, parents, réfléchissez à ce à quoi votre école a besoin. Tenez compte du tissu local. On vous donne de l'air, de l'autonomie, pour rééquilibrer un ministère historiquement vertical.

Vous avez initié cela au mois de mai à l'école Menpenti à Marseille, avec Emmanuel Macron. Avez-vous des premiers retours de terrain ?

C'était l'un des objets de mon long séjour à Marseille. Les choses se mettent en place. À l'école maternelle Fonscolombe qui doit être rénovée et qui attend du mobilier, ça avance. Un mouvement est engagé. Les résultats tangibles vont prendre un peu de temps, mais ce n'est pas une énième parlote sur l'éducation en France. Les acteurs de l'éducation construisent, ils font du commun autour de l'école. On en a besoin, surtout après la crise sanitaire.

Vous venez de remettre une heure et demie de mathématiques dans le tronc commun des classes de Première. Vous avez dit que la réforme Blanquer était "perfectible". Qu'allez-vous changer d'autre ?

Cette réforme, quand elle a été mise en place, a été accompagnée d'un comité de suivi. On observe de manière pragmatique. La crise sanitaire a bousculé les choses. Le baccalauréat 2023 sera le premier à



se dérouler dans des conditions normales. L'an dernier, des épreuves n'ont pas été prises en compte dans Parcoursup. On aura une cohorte de bacheliers ayant subi les effets de cette crise. On retouche et on adapte. C'est pour cela que cette heure trente de maths a été introduite. Le niveau moyen des élèves en mathématiques laisse à désirer.

Ce retour des maths achève d'enlever toute crédibilité à la réforme de votre prédécesseur, Jean-Michel Blanquer non ?

C'est un choix que j'assume. Il a été salué par la communauté éducative. Il ne me paraît pas admissible d'avoir, d'un côté, une excellence mathématique, la France ayant obtenu 13 médailles Fields et de l'autre côté, un niveau moyen problématique. Les maths font partie de la culture générale et citoyenne. C'était un peu une hérésie d'enlever les mathématiques du tronc commun ?

Je pense que c'est une bonne chose que de les rétablir.

Pourquoi une réforme des lycées professionnels ?

Les lycées professionnels rassemblent un tiers des lycéens. Deux ans après l'obtention du bac pro, la moitié des bacheliers est au chômage. On ne peut pas se satisfaire de cette situation. On a une carte des formations à retoucher. Certaines ne correspondent plus à l'économie d'aujourd'hui. L'objectif de la réforme est d'articuler au mieux entre les entreprises et les lycées. Trouver du travail à ces jeunes est une ambition évidente.

Des enseignants qui se plaignaient du manque de stages pros auparavant craignent désormais qu'il y en ait trop...

On va effectivement augmenter les périodes de stages, mais on a aussi besoin de lycéens qui sachent bien s'exprimer, lire, écrire, calculer, qui aient de la culture générale. Il faut préserver les enseignements fondamentaux. On va aller tranquillement vers un projet de loi pour que les lycées professionnels soient des voies d'excellence, pas de garage pour certains jeunes qui viennent souvent de milieux défavorisés. On est sur des enjeux citoyens aussi.

Outre les maths, qu'est-ce qui va changer à la rentrée 2023 ?

Pour le lycée, ce sont les mathématiques et j'annoncerai bientôt des dispositions pour le collège. J'ai pu en parler comme étant l'homme malade du système, ce qui a pu choquer. Je ne mets pas en cause le travail des enseignants, mais nous avons des difficultés structurelles au collège. C'est le moment de la grande divergence, où une partie de la population scolaire plonge. La classe de sixième est une marche, un moment difficile. Pour les plus fragiles, c'est le moment où les choses s'aggravent de manière irrémédiable. Il faut travailler sur cette transition entre le primaire et le collège.

Le salaire net minimum de 2000 euros pour les professeurs, c'est bien pour la rentrée 2023 ?

C'est bien pour le 1er septembre. C'est déjà budgété, si le Sénat l'approuve. Ce sont des hausses significatives pour les débutants, mais aussi pour les 20 à 25 premières années et pour ceux qui, en fin de carrière, passent en hors classe. Pour un enseignant ayant cinq ans d'ancienneté, on parle de 13 à 14 % de hausse, à laquelle pourront s'ajouter des missions facultatives rémunérées.

Cela suffira pour l'attractivité de ces métiers ?

Non, cela ne suffit pas. On observe ce problème d'attractivité dans toute l'Europe, y compris en Allemagne, où les salaires sont nettement plus élevés qu'en France. Les conditions de travail et la façon dont on envisage les carrières comptent. On veut désormais faire autre chose après dix ans d'enseignement ou, au contraire, devenir enseignant après dix ans en entreprise. Or, le modèle classique de carrière ne favorise ce genre de changement. Il faut favoriser de nouvelles pratiques. Tout cela prendra du temps, même si ce métier reste l'un des plus beaux métiers du monde.

"À Marseille, il faut aller aussi vite que possible"

Vous avez visité huit établissements scolaires à Marseille. Vous étiez en immersion. Quel a été le moment le plus fort ?

Je suis frappé par la qualité, en dépit des difficultés, l'opiniâtreté, l'engagement des communautés éducatives. On reparlera des difficultés des écoles de Marseille, mais si Marseille a quelque chose de remarquable, c'est cette solidité qui s'appuie sur une histoire plus large, celle d'un tissu associatif, celle d'une vraie ville. Cela m'a vraiment marqué. Au lycée Saint-Exupéry, qui subit les difficultés des





quartiers Nord défavorisés, il existe une résilience. Une façon extraordinaire d'envisager les questions, de se lancer dans les projets, un engagement de la direction, des enseignants, du personnel et des élèves. Il y a une fierté d'être dans ce lycée qui a une longue histoire. C'est impressionnant.

Une fierté, mais de nombreuses revendications aussi, sur le transport et les problématiques des quartiers Nord. Quelles réponses avez-vous à apporter à ces enseignants qui sont très motivés, mais un peu désespérés ?

Ces questions vont au-delà de ce que peut et doit faire l'État stricto sensu. Celle des transports est une vraie problématique dans ces quartiers. L'État participe à son amélioration, même si ce ne sont pas ses attributions directes. Il y a aussi la question d'un autre lycée à construire dans les quartiers Nord. Un seul grand lycée ne suffit pas, à l'évidence. Il faut penser les changements du point de vue des transports à long terme. Je pense à la construction d'une ligne de tramway, ainsi qu'à celle d'un nouveau lycée.

Vous y êtes favorable ?

Oui, à l'évidence, même si cela ne relève pas de mes attributions, puisque ce sont celles de la Région. Et puis il faut penser à court terme, car ce sont des changements pour dans 10 ou 12 ans. Il faut aussi des changements dans des temps plus courts, comme la construction de locaux provisoires, réfléchir aux lignes de bus. Il faut aussi des changements rapides !

Les urgences sont nombreuses. Vous avez visité les écoles du futur imaginées par Emmanuel Macron et dans le même temps on apprenait que des rats envahissaient une école dans le quartier de Montolivet. Que faut-il faire pour aller plus vite face à de telles urgences ?

Il faut aller aussi vite que possible. Le Président de la République a annoncé le plan "Marseille en grand" il y a un an, avec un volet éducation très important qui comprend la reconstruction ou la rénovation de 174 écoles. C'est inédit. Tout comme la participation de l'État de 400 millions, sur un budget total de plus d'un milliard annoncé par le maire de Marseille. Il s'agit de faire face à un bâti insalubre, une situation inadmissible.

Vous aviez déjà vu cela ailleurs ?

Non, jamais. Je dois dire que c'est quelque chose de tout à fait désolant qui traduit des décennies d'abandon pour une partie du bâti scolaire. Cela va prendre du temps, mais dans l'immédiat il faut limiter les dégâts, notamment du point de vue sanitaire.

L'école de Montolivet arrive 172e sur 174 écoles à rénover, c'est dire s'il y a urgence à rénover toutes ces structures...

C'est absolument urgent. Les choses ne sont pas parties aussi rapidement que je le souhaiterais. J'en ai parlé avec le maire de Marseille et les autorités de l'État. Je souhaite très vivement que l'on avance et que l'on propose aux habitants un calendrier.

Cela se passe bien avec Benoît Payan ? On a le sentiment qu'il y a de l'eau dans le gaz entre la Ville et l'État, comme on l'a vu lorsque Élisabeth Borne est venue à Marseille lundi... ?

Les relations entre l'État et les collectivités sont indispensables en ce qui concerne l'éducation. L'État s'occupe de l'éducation et les collectivités financent le bâti, s'occupent des cantines et du périscolaire. Ces relations sont parfois empreintes d'échanges plus ou moins harmonieux. J'ai créé une instance au ministère pour dialoguer au mieux avec les collectivités. Mais qu'il y ait parfois des dissensions me paraît normal. L'essentiel est d'aller dans le même sens.

Mais le cas marseillais est particulier avec 400 millions d'euros injectés par l'État, une première en France. L'État pourrait être un peu plus exigeant pour que cela aille plus vite...

Nous suivons les choses avec attention. Il faut engager les travaux et les suivre. C'est l'intérêt de tous. "Lutter contre les inégalités sociales"

Depuis la rentrée, vous avez institué un bilan mensuel des atteintes à la laïcité. Il y en a eu 313 en septembre, 720 en octobre. Êtes-vous inquiet ?

Nous suivons les choses très attentivement. Cette publication est le signe que nous ne mettons pas la poussière sous le tapis. C'est un outil de pilotage. On demande aux recteurs de faire des remontées vers Paris, ce qui explique la hausse des signalements. À cela s'ajoute le problème des réseaux





sociaux. On voit bien comment, depuis la rentrée, des influenceurs sont très actifs les réseaux sociaux pour inciter notre jeunesse à contourner ou à enfreindre la loi de 2004. La modération des réseaux sociaux est une préoccupation majeure du gouvernement.

Pendant votre séjour à Marseille, des choses vous ont-elles choqué sur la laïcité ?

Non. L'académie d'Aix-Marseille ne se signale pas par un nombre particulier d'atteintes à la laïcité.

Comment faut-il se comporter par exemple, face à une élève qui refuse d'enlever son niqab ?

Une procédure claire existe. D'abord un échange avec l'élève pour lui demander d'enlever un signe religieux explicite. Si elle refuse, un échange avec la famille se noue. S'ils n'aboutissent pas, il faut passer à l'étape des sanctions en réunissant un conseil de discipline qui peut prononcer une exclusion temporaire ou définitive. Dans la plupart des cas, les élèves acceptent d'enlever l'accessoire qui pose difficulté.

Autre phénomène qui touche les établissements, le harcèlement. On vous a remis symboliquement un bracelet vert dans un collège. Concrètement, comment peut-on améliorer cette problématique ?

Ce n'est pas que symbolique parce qu'avec la généralisation du programme pHARe qui concerne les écoles et les collèges, c'est de la mobilisation de la communauté éducative et des élèves qu'il s'agit.

C'est pour cela que ce programme inclue des ambassadeurs, qui sont des lanceurs d'alerte. Il y a dix élèves et cinq adultes référents par établissement. Des expériences pilotes ont eu lieu dans six académies l'année dernière. Le nombre de cas de harcèlement a décru.

Est-ce suffisant face aux réseaux sociaux ?

Brigitte Macron est très mobilisée sur cette question. Nous avons créé deux numéros gratuits, le 3018 pour le cyberharcèlement et le 30 20 pour le harcèlement. Lorsqu'un jeune appelle en panique le 3018, parce qu'une photo intime circule sur les réseaux sociaux, les opérateurs peuvent bloquer la diffusion pour faire retomber le niveau de panique avant d'engager des démarches pour identifier les auteurs. Les lycées peuvent adhérer à ce programme pHARe. Je rappelle qu'il y a des tentatives de suicide et des suicides de collégiens et de lycéens chaque année, c'est absolument intolérable, inadmissible. On a aussi des situations perlées avec des dépressions longues.

Vous voulez arriver à la parité fille-garçon dans les filières scientifiques, comment comptez-vous faire ?

Nous avons une démarche volontariste comme pour les mathématiques. Notre objectif est d'arriver, à la fin du quinquennat, à la parité dans les filières mathématiques du lycée. Les filles prennent cette spécialité en première et l'abandonnent en terminale. Dans chaque lycée, des filles aiment les mathématiques. Il faut que les équipes pédagogiques fassent un effort particulier pour les inciter à prendre et à conserver cette spécialité. Nous avons fixé des objectifs cible dans les établissements. Pour l'option math experte, il suffit en moyenne de quatre jeunes filles par établissement pour atteindre la parité. On n'est pas sur un Himalaya à gravir. Sur le fond, il existe dans le système scolaire des stéréotypes de genre qui pèsent lourdement depuis le CP. Cela amène les jeunes filles à penser que les sciences, les mathématiques ne pas faites pour elle. C'est une inégalité et une forme de discrimination et un gâchis énorme pour le pays. On se prive de la moitié de la population alors qu'on a besoin de mathématiciens, de milliers d'ingénieurs.

Vous dites vouloir démocratiser l'école. Vous pouvez nous expliquer ?

C'est ma casquette d'historien qui s'ajoute à celle de ministre. L'effort au 20e siècle aura été de massifier l'école, permettre l'entrée au collège et puis au lycée des classes populaires. Aujourd'hui, l'enjeu principal est de lutter contre les inégalités sociales que le système scolaire ne gomme pas, qu'il amplifie parfois. Nous avons un enjeu majeur qui est la démocratisation de l'école. Faire qu'elle accomplisse la promesse républicaine, celle du travail, de l'effort dûment récompensé. Aujourd'hui ce n'est pas le cas. Comme le dit un ancien directeur de l'enseignement scolaire, l'école a du mal avec les pauvres.

Vous expliquez que vos trois priorités sont de hausser le niveau général, lutter contre les inégalités scolaires, améliorer le bien-être général à l'école. Qu'allez-vous faire pour les atteindre ?

Du côté du niveau général, j'ai parlé des mathématiques. Nous avons un autre sujet, c'est celui des savoirs fondamentaux. D'où les annonces sur la classe de sixième. Sur les inégalités, nous allons réviser la carte de l'éducation prioritaire. J'ai été sensible à ce que j'ai entendu dans les quartiers Nord.





Nous travaillons aussi L'école inclusive avec la question des élèves en situation de handicap. Se pose également la question du bien-être avec la lutte contre le harcèlement. J'ai aussi relancé au mois de septembre l'éducation à la sexualité qui est théoriquement prévue par les textes depuis 2001 mais qui n'est pas assumée pour toutes sortes de raisons. Or nous savons que c'est très important pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes. Des élèves heureux sont des élèves qui travaillent mieux. On peut donc réformer l'Éducation nationale ?

Nous pouvons le faire en prenant le temps d'échanger. La question de la méthode est importante. Nos relations avec les organisations syndicales ont trouvé un niveau de fluidité qui est celui que j'attends. On veut initier un mouvement de réforme mais qui ne se fasse pas en opposition frontale avec la communauté éducative.

"Fidèle à mes valeurs"

Vous venez plutôt de la gauche, vous avez soutenu François Hollande en 2012, le gouvernement penche plutôt à droite avec Bruno Le Maire ou Gérald Darmanin. Comment comptez-vous rééquilibrer le macronisme avec vos collègues issus de la gauche comme Clément Beaune ou Olivier Dussopt ? L'équation majoritaire depuis 2017 rassemble des personnalités qui viennent de bords différents et qui veulent travailler ensemble autour du Président de la République. Il est important qu'il y ait un courant progressiste, social-démocrate et je suis heureux d'en faire partie. Il a du mal à exister...

Il est peut-être moins visible mais il ne faut pas sous-estimer sa force dans la majorité présidentielle. Il va se faire entendre, j'en suis persuadé et travaille à diverses questions. En matière d'éducation, je suis fidèle à mes valeurs : la lutte contre les inégalités sociales et scolaires, le progressisme ou encore les questions relatives au développement durable. Le Président de la République et la Première ministre se reconnaissent aussi dans ces valeurs.



https://images.laprovence.com/v1/focus=0x0/cover=993x520/image:media/2022/11/20/1668930149_1q1a9327.jpg

Pap Ndiaye est resté une heure dans le studio de La Provence hier matin, afin de répondre à nos questions en direct. Le ministre de l'Éducation a abordé une large palette de sujets sans langue de bois, maniant l'humour et la litote. Photo Nicolas Vallauri ■

